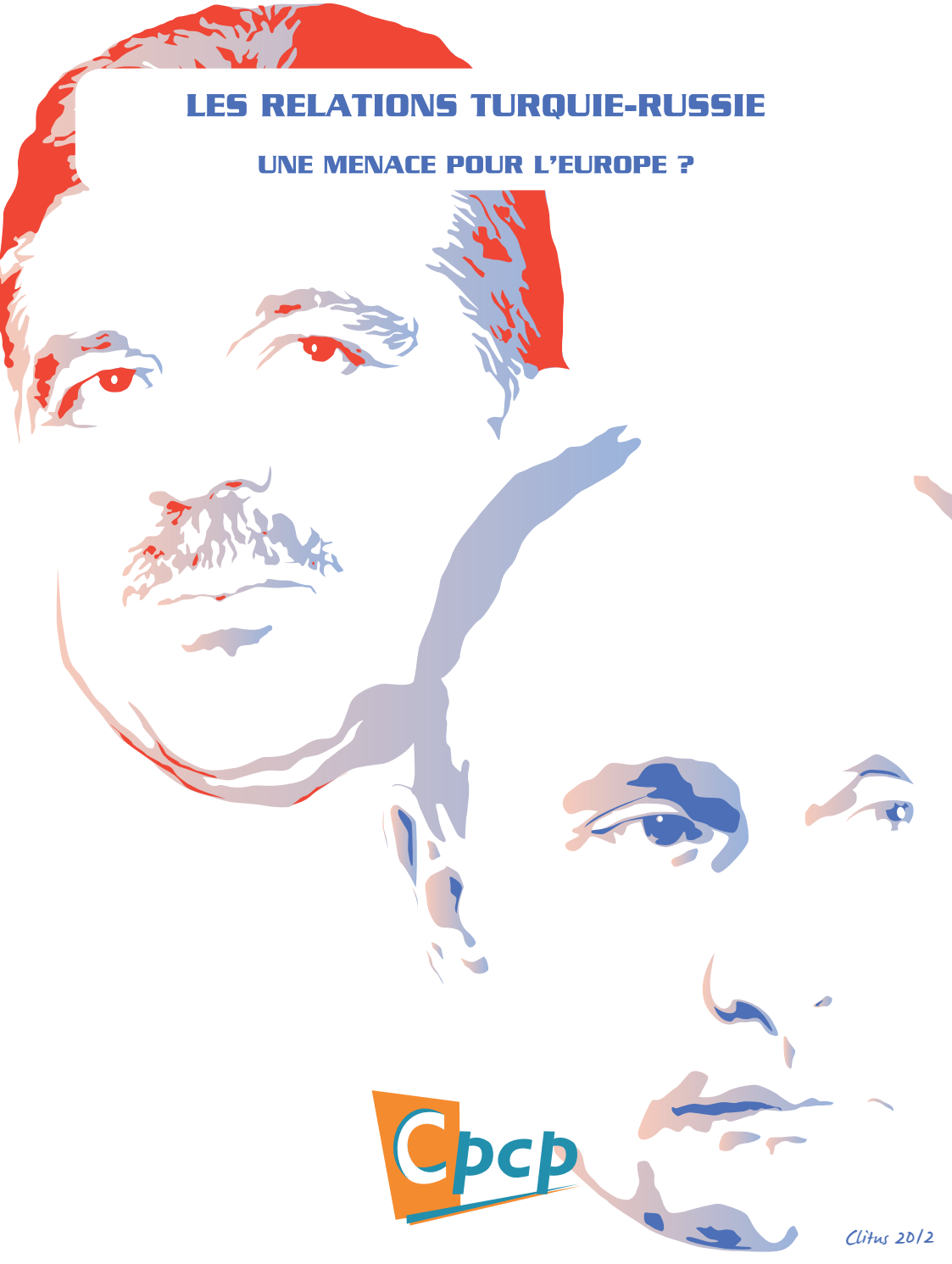


Collection " Au Quotidien "

LES RELATIONS TURQUIE-RUSSIE

UNE MENACE POUR L'EUROPE ?



Toutes nos publications sont disponibles :

- en *téléchargement*, depuis l'adresse internet de notre ASBL dans la rubrique " Publications " :

www.cpcp.be

- en *versions papier*, vous pouvez les consulter dans notre centre de documentation situé :

Rue des Deux Eglises, 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00 - Mail : info@cpcp.be

INTRODUCTION

Alors que Turquie et Russie ont été souvent opposées tout au long de leur histoire, on remarque depuis les années 2000 un certain rapprochement entre elles. Quelque peu lassée de demander son adhésion à l'Union européenne (UE) sans jamais y parvenir, la Turquie se cherche de nouveaux partenaires, stratégiques et économiques, et la Fédération de Russie en fait désormais partie. Les deux pays, loin de limiter leurs relations à des échanges commerciaux (liés à l'énergie, aux biens de consommation, au tourisme...), coopèrent également au niveau des relations internationales et de la géopolitique. C'est ainsi que Turquie et Russie ont été amenées à adopter certaines positions communes (sur l'Iran notamment) ou à investir dans des pays traditionnellement ennemis de l'Union européenne ou de l'Occident en général (comme la Syrie).

Cette étude tentera de répondre à la question de savoir si ce nouveau tandem Turquie-Russie constitue une menace (économique, idéologique et/ou géopolitique) pour l'Europe. Elle tentera aussi d'expliquer le pourquoi et l'avenir de cette relation. Pour ce faire, elle commencera par faire un historique de ce qu'a été la diplomatie turque jusqu'à présent ainsi que l'état des lieux de sa relation avec l'Union européenne. Les différents enjeux d'une adhésion turque à l'UE seront aussi évoqués afin de comprendre l'importance de la Turquie pour l'Union (et inversement). Ensuite, la relation Turquie-Russie sera analysée : les différents points de convergences (idéologiques, économiques, stratégiques...) et de divergences seront détaillés. Cette relation sera ensuite mise en perspective avec la présentation de la nouvelle stratégie diplomatique turque. Cette présentation sera précédée d'une brève explication du parti qui a mis en application cette stratégie : l'AKP. L'étude tentera alors de répondre, au vu de tous ces éléments, à la question initiale qui était de savoir si la relation pouvait ou non être dangereuse pour l'UE (et dans quelle mesure). Elle mettra donc principalement les choix turcs en avant étant donné que c'est le possible éloignement de la Turquie de la sphère d'influence européenne qui constitue une grande partie de la menace.

Cette étude utilise différentes sources, principalement des articles de revues consacrées aux relations internationales, ainsi que quelques monographies.

I. HISTOIRE RÉCENTE DES RELATIONS INTERNATIONALES TURQUES

Durant ces 60 dernières années, la Turquie a vu sa diplomatie et sa gestion des relations internationales évoluer fortement. La période de l'immédiate après-guerre est marquée par un alignement systématique sur la politique américaine et occidentale en général. La Turquie marque son intérêt d'adhésion à l'Organisation du Traité Atlantique-Nord (OTAN), dès 1949 (elle sera acceptée 3 ans plus tard suite à sa participation à la guerre de Corée). Durant près de 20 ans, la Turquie se montre pleine de bonne volonté envers les occidentaux alors que, paradoxalement, ces derniers se montrent peu enclins à rendre la pareille aux Turcs.¹

Cependant, à partir de 1964, la Turquie commence à se lasser de cette politique à sens unique. A ce moment-là, la Turquie va revoir sa copie et tenter une approche plus « multidirectionnelle » : le regard d'Ankara ne sera désormais plus seulement tourné vers l'Occident. Cette tendance s'accélère à partir de 1974 quand, lors de l'invasion de Chypre par la Turquie afin de contrer le coup d'État organisé par la Grèce des colonels, l'Occident va condamner cette intervention turque. Cela aura pour conséquence une réduction des relations entre la Turquie et l'OTAN ainsi qu'un blocage des problèmes gréco-turcs (des questions telles que le statut de Chypre ne sont, à ce jour, toujours pas réglées).²

La Turquie ne va cependant pas abandonner ses positions pro-UE ou pro-OTAN mais va développer, parallèlement à ces positions, une politique dirigée vers le Moyen-Orient. A partir des années 1990, suite au refus d'adhésion de sa candidature à l'Union Européenne (UE), la Turquie va tenter de prouver aux puissances occidentales son importance géostratégique en tant que pays pivot face à l'instabilité du Moyen-Orient, notamment en participant à la première guerre d'Irak. Ankara va, de plus, se tourner vers ces cinq républiques majoritairement turcophones nouvellement créées en Asie centrale : Kazakhstan, Kirghizstan, Turkménistan, Tadjikistan et Ouzbékistan.³

¹ BILLION (D.), *Une nouvelle politique extérieure de la Turquie... vous avez dit nouvelle ?*, dans *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*, 10/2010.

² *Ibid.*

³ BILLION (D.), *op. cit.* ; ÖZTÜRK (A.), *Les fonctions géostratégiques de la Turquie en Asie antérieure*, dans *Outre-Terre*, n. 16, 2006, p. 273-286.

C'est au début des années 2000, notamment avec l'arrivée au pouvoir en 2001 du Parti de la Justice et du Développement (AKP)⁴ d'Erdogan, que la Turquie va véritablement développer une politique internationale indépendante, notamment en s'éloignant de son allié israélien, en signant plusieurs accords stratégiques et économiques avec la Syrie baathiste de Bachar Al-Assad et en refusant de participer à la deuxième guerre d'Irak. Ankara craignait en effet les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et la possibilité d'une autonomie kurde. De plus, la Turquie va véritablement s'affirmer en tant qu'acteur régional incontournable au Moyen-Orient en signant des contrats économiques non seulement avec certains pays arabes (avec la Syrie notamment mais également avec la Jordanie et le Liban), le Brésil et la Russie et en jouant un rôle médiateur entre l'Iran et les États-Unis. Certains verront alors dans cette politique internationale tournée désormais vers l'Est l'expression du sentiment de frustration de la Turquie vis-à-vis de l'Europe. Par cette apparente indépendance, la Turquie va apparaître sous certains aspects comme un modèle pour l'opinion publique arabe (dont les dirigeants sont souvent inféodés à Washington).⁵

⁴ Adalet ve Kalkınma Partisi (AKP).

⁵ BILLION (D.), *Une nouvelle politique extérieure de la Turquie... vous avez dit nouvelle ?*, dans *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*, 10/2010 ; ÖZTÜRK (A.), *Les fonctions géostratégiques de la Turquie en Asie antérieure*, dans *Outre-Terre*, n. 16, 2006, p. 273-286 ; RIZK (S.), *Turquie : retour vers l'Est*, dans *Politique Internationale-La Revue*, n. 129, 2010, p. 30-35.

II. LES RELATIONS TURQUIE-UNION EUROPÉENNE

A. Historique des relations

Les relations entre la Turquie et la Communauté européenne (alors « Communauté Économique Européenne », CEE) commencent en 1964, lorsque qu'un accord d'association entre les deux entités entre en vigueur, prévoyant la création par étape d'une union douanière et une éventuelle adhésion à la Communauté. Par cet accord, les Turcs espéraient profiter de l'aide financière et économique de la CEE afin de développer leurs industries et leurs infrastructures, et également augmenter leurs exportations de produits agricoles entre autres. Si la Turquie peut, au départ, compenser la croissance des importations de produits européens dans son marché et les restrictions de ses exportations de produits agricoles par des aides financières de la CEE et par l'augmentation des envois de fonds de ses travailleurs émigrés, à partir de 1973-74, la donne change et l'accord apparaît comme désavantageux pour les Turcs. Les difficultés économiques croissantes que connaît la Turquie et le coup d'État militaire de 1980 mettent un coup d'arrêt aux relations économiques telles qu'elles existaient jusqu'alors. Les relations reprennent cependant au milieu des années 1980 et, en 1987, la Turquie, dont l'économie se porte bien mieux, présente officiellement sa demande d'adhésion à la CEE non seulement pour des raisons politico-économiques (les relations futures seraient bénéfiques à la Turquie et à la CEE) mais également pour des raisons idéologiques (la Turquie s'est toujours considérée comme un pays européen).⁶

A partir des années 1990 et donc de la chute de l'URSS, l'Europe va prendre conscience de l'importance des relations qu'elle pourrait développer avec les nouveaux pays d'Europe centrale et orientale (PECO) mais également avec les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM), dont la Turquie. Concernant justement les PSEM, l'Union Européenne (UE) va aussi estimer qu'il est dorénavant important de promouvoir une stabilité politique, économique et sociale dans ces pays afin de garantir sa propre stabilité. Elle va donc établir une union douanière avec la Turquie en 1995 afin de répondre à ces deux objectifs : politique (en créant un « partenariat stratégique ») et économique

⁶ TURUNC (G.), *La Turquie et l'Europe : Une relation embrouillée*, dans *Mondes en Développement*, vol. 32, n. 128, 04/2004, p. 89-113.

(en marquant son souhait de créer une zone de libre-échange euro-méditerranéenne). Cependant, l'accord s'avère cette fois encore déséquilibré en raison du maintien de l'agriculture en dehors du libre-échange, ce qui est largement désavantageux pour la Turquie. Celle-ci voit en effet ses importations de produits européens continuer à augmenter avec le risque de voir ceux-ci dépasser ses exportations vers l'Europe.⁷

Par la suite, la Turquie va marquer des points dans son processus d'adhésion à l'UE : tout d'abord lors du Conseil européen d'Helsinki en 1999 où il a été acté que « La Turquie est un pays candidat qui a vocation à rejoindre l'Union sur la base des mêmes critères qui s'appliquent aux autres pays candidats »⁸ ; ensuite lors du sommet de Copenhague en 2002 où Ankara obtient une date, prévue trois ans plus tard, d'ouverture des négociations en vue de l'adhésion à l'UE. Deux ans plus tard, la Commission européenne confirme, par la voix des chefs d'États et de Gouvernements réunis en un Conseil européen, que la Turquie a fourni les efforts demandés pour répondre aux critères de Copenhague.⁹

B. Nature des relations actuelles

Actuellement, deux visions s'affrontent en Europe. La première considère que la Turquie a été un candidat loyal à l'adhésion à l'Union européenne et que celle-ci a assez prouvé qu'elle était bien un pays « européen » et occidental. L'autre vision estime plutôt que l'entrée de la Turquie dans l'UE serait néfaste étant donné qu'elle n'est pas à 100% européenne (géographiquement et idéologiquement), que certains droits fondamentaux ne sont pas respectés en Turquie et que la majorité (67%) des habitants de l'UE s'oppose à l'entrée de la Turquie. Ils estiment même que les récentes évolutions de la diplomatie turque vers le Moyen-Orient témoignent que les Turcs sont en train de se détourner eux-mêmes de l'Europe. C'est ainsi l'opinion du couple Sarkozy-Merkel, bien qu'il soit minoritaire au niveau des États européens.¹⁰

⁷ TURUNC (G.), *La Turquie et l'Europe : Une relation embrouillée*, dans *Mondes en Développement*, vol. 32, n. 128, 04/2004, p. 89-113.

⁸ de la Présidence, *Conseil européen d'Helsinki, 11-12 décembre 1999*.

⁹ TURUNC (G.), *op. cit.* ; SCHMID (D.), *De l'élargissement à l'éloignement : la Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union Européenne ?*, dans *Politique étrangère*, n. 1, 2010, p. 13-24.

¹⁰ SCHMID (D.), *op. cit.* ; BILLION (D.), *L'Enjeu turc*, Paris, 2006.

En Turquie, la grande majorité de l'opinion publique désire l'adhésion. Comme l'explique Dorothée Schmid, professeur en sciences politiques à l'université de Paris-II et responsable du programme « Turquie contemporaine » à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) : « en tant que pôle de croissance, l'UE exerce une formidable force d'attraction sur l'électorat populaire turc¹¹ ; en tant que projet de démocratisation politique, elle attire les intellectuels plus proches de la gauche ; en tant que projet de civilisation, elle séduit les élites stambouliotes classiques proches du kémalisme ». Cependant, depuis l'arrivée de l'AKP, si la Turquie continue à avoir la même volonté d'adhésion, elle commence toutefois à émettre un discours dit de « distanciation relative », où l'UE ne serait plus tellement un objectif en soi mais plutôt une « échelle de valeurs », une référence extérieure normative pour le développement du pays.¹²

C. Enjeux de l'adhésion turque à l'UE

Afin de bien comprendre les positions contrastées en Europe sur une éventuelle adhésion turque à l'UE, il s'agit de bien intégrer les différents enjeux de cette adhésion ainsi que les conséquences (positives ou négatives) sur l'Europe.

1. Intérêts

L'adhésion turque à l'UE résulterait avant tout d'un processus logique de mondialisation. L'Europe se doit d'élargir sa zone d'influence en Méditerranée et, de ce point de vue, la Turquie apparaît comme un allié de choix. Une attitude « turcophobe » serait alors perçue comme la volonté de l'isolement d'une « Europe-forteresse » repliée sur elle-même, à contre-courant de la mondialisation et des grandes évolutions (politiques, économiques et culturelles) mondiales.¹³

¹¹ Proche de l'AKP NDLR.

¹² SCHMID (D.), *De l'élargissement à l'éloignement : la Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union Européenne ?*, dans *Politique étrangère*, n. 1, 2010, p. 13-24 ; BILLION (D.), *L'Enjeu turc*, Paris, 2006.

¹³ SCHMID (D.), *De l'élargissement à l'éloignement : la Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union Européenne ?*, dans *Politique étrangère*, n. 1, 2010, p. 13-24 ; BILLION (D.), *L'Enjeu turc*, Paris, 2006 ; TURUNC (G.), *La Turquie et l'Europe : Une relation embrouillée*, dans *Mondes en Développement*, vol. 32, n. 128, 04/2004, p. 89-113.

Cette attitude irait d'ailleurs à l'encontre des idéaux européens de coopération et de respect des différentes cultures. En effet, écarter un pays de l'UE sous le prétexte qu'il est majoritairement musulman relèverait d'une trahison des idéaux européens. Surtout un pays comme la Turquie qui n'a pas ménagé ses efforts afin de devenir membre de l'UE. De plus, une Turquie démocratique et pacifiste pourrait avoir un impact positif sur le monde musulman et permettrait dès lors de « jeter des ponts » nouveaux entre ce monde et l'Europe. A cet égard, Jack Straw, alors Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, déclarait en 2004 : « l'Union européenne bénéficiera grandement de l'intégration de la Turquie, qui est stratégiquement très importante. L'exemple d'une Turquie démocratique, jouissant d'un succès économique, ancrée en Europe, sera une inspiration pour beaucoup d'autres dans le monde musulman. Si nous croyons, et je le crois fortement, que la force de l'Europe ne repose pas sur un club judéo-chrétien, mais sur la diversité des traditions de valeurs communes et universelles, nous devons remplir nos engagements envers la Turquie »¹⁴. De plus, les réussites récentes d'Ankara en matière de relations internationales pourraient donner un « coup de fouet » à la diplomatie européenne.¹⁵

Au niveau économique, l'Europe comme la Turquie profiteraient d'une plus grande ouverture entre leur frontière et pourraient dès lors voir chacune leurs profits commerciaux augmenter. Même si le revenu moyen turc est faible par rapport à celui de la Belgique, de la France ou de l'Allemagne, il est cependant semblable voire plus élevé que celui des nouveaux adhérents de l'Est de l'Europe.¹⁶

2. Inconvénients

Le principal inconvénient de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne est avant tout le manque de soutien, par peur ou par idéologie, du peuple européen lui-même, qui ne désire majoritairement pas de cette adhésion. Il est vrai que cela n'est pas un acte anodin : la Turquie deviendrait de facto le plus grand pays de l'Union. Bon nombre d'Européens ont donc peur de voir un pays musulman prendre une place prépondérante dans l'UE. Cette tendance s'est d'ailleurs accélérée avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP, bien que ce parti prône un Islam modéré.¹⁷

¹⁴ Déclaration de Jack Straw le 23 mars 2004 à Istanbul.

¹⁵ SCHMID (D.), *De l'élargissement à l'éloignement : la Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union Européenne ?*, dans *Politique étrangère*, n. 1, 2010, p. 13-24 ; BILLION (D.), *L'Enjeu turc*, Paris, 2006 ; TURUNC (G.), *La Turquie et l'Europe : Une relation embrouillée*, dans *Mondes en Développement*, vol. 32, n. 128, 04/2004, p. 89-113.

La question des Droits de l'Homme intervient également dans les réticences européennes à la Turquie. En effet, Ankara est souvent épinglé en raison de pressions faites aux journalistes, des emprisonnements politiques, de la question kurde, de la non-reconnaissance du génocide arménien...¹⁸

De plus, l'arrivée de la Turquie dans l'UE comporte un risque non négligeable de voir arriver une plus grande « immigration économique » de travailleurs turcs à destination des pays européens les plus riches.¹⁹

Etant donné son niveau de vie inférieur à la moyenne européenne, la Turquie devrait recevoir, à l'instar de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal ou de certains pays d'Europe de l'Est, des fonds structurels à des fins d'aide au développement. Cela représenterait donc un accroissement supplémentaire des contributions des autres pays membres, entre 15 et 25 milliards d'euros, soit environ 25 euros par an par habitant de l'Union.²⁰

Il faut enfin souligner la prudence qui est de mise en ce moment au sein de l'Union Européenne. Celle-ci vit une période assez trouble. L'arrivée soudaine de la Turquie ne manquerait pas d'affecter les équilibres (fragiles) existant pour le moment au sein de l'UE. En d'autres termes, l'entrée de la Turquie provoquerait une plus grande fragilisation de l'intégration européenne. L'adhésion de la Turquie, que ses motifs soient légitimes ou non, n'est pas réellement supportable actuellement et ne peut donc constituer une priorité absolue pour l'UE.

¹⁷ SCHMID (D.), *De l'élargissement à l'éloignement : la Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union Européenne ?*, dans *Politique étrangère*, n. 1, 2010, p. 13-24 ; BILLION (D.), *L'Enjeu turc*, Paris, 2006 ; TURUNC (G.), *La Turquie et l'Europe : Une relation embrouillée*, dans *Mondes en Développement*, vol. 32, n. 128, 04/2004, p. 89-113.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

III. LA RELATION TURQUIE-RUSSIE

Durant la plus grande partie du 20^{ème} siècle, Turquie et Russie, héritières de l'Empire ottoman et de l'Empire tsariste, se sont vues comme des rivales, voire des ennemies. Après la seconde guerre mondiale, les tensions existantes n'ont pratiquement pas changé, l'URSS de l'époque constituant la principale nation du « bloc communiste » alors que la Turquie avait rejoint le monde « occidental » et l'OTAN. Ce n'est qu'à partir des années 1980 que les deux pays vont entamer des vraies relations commerciales : la Turquie vend des biens de consommation à la Russie et cette dernière son gaz à Ankara. La plupart des tensions ne sont toutefois pas apaisées : la Turquie restant, pour les Russes, une nation pro-UE et membre de l'OTAN.²¹

A. Les raisons du rapprochement Russie-Turquie au début du 21^{ème} siècle

1. Frustrations communes

Le premier point de rapprochement entre les deux nations est le fait de désillusions communes. Citons ici les trois plus importantes : l'Union européenne, Les Etats-Unis et les « révolutions de couleur », et le cas iranien.

Russie et Turquie éprouvent le même sentiment vis-à-vis de l'UE : celle-ci les mépriseraient et ne prendrait pas assez en compte leurs préoccupations. Les Turcs se désolent en effet de leurs tentatives ratées pour intégrer l'Espace européen alors que les Russes voient d'un mauvais œil l'élargissement de celui-ci à ses anciens satellites et espèrent d'une certaine manière le rejet de la Turquie par l'UE. Cela aurait pour conséquence l'arrêt de l'expansion « occidentale » même si cela rendrait plus difficiles ses propres relations avec l'UE.²²

²¹ *The future of Turkey-Russia relations*, dans *The Journal of Turkish Weekly*, 23/01/2010.

²² HILL (F.) et TASPINAR (O.), *La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le "statut quo"*, dans *Politique étrangère*, n. 5, 2007, p. 153-166 ; MICHALSKY (A.), *The Eastern partnership : Time for an Eastern foreign policy of the EU ?*, dans *European Policy Analysis*, 12/2009, p. 1-12.

Ankara et Moscou partagent aussi une certaine crainte vis-à-vis de la politique américaine en Europe de l'Est où les USA soutiennent les « révolutions de couleurs » (comme en Ukraine, en Géorgie...). La Russie s'oppose à ces changements qui enlèvent ces pays de son giron pour les rapprocher du camp occidental alors que la Turquie redoute que ces nouveaux prétendants à l'adhésion à l'UE ne freinent davantage sa candidature, les pays traditionnellement chrétiens n'ayant, en général, peu de mal à intégrer l'Union. De plus, les dirigeants turcs vivent toujours dans la crainte d'un Kurdistan indépendant créé avec le soutien des USA²³ qui pourrait mettre en péril leur intégrité territoriale.²⁴

Concernant l'Iran, Turquie et Russie sont toutes deux d'avis que ce pays serait injustement « maltraité » par la Communauté internationale. Les deux pays entretiennent d'ailleurs des liens économiques avec Téhéran, la Russie en exportant des technologies nucléaires civiles à l'Iran et la Turquie en important du gaz iranien notamment.²⁵

2. Convergences idéologiques

Cependant, les craintes ou les frustrations vis-à-vis de l'Europe ou des Etats-Unis ne sont pas les seuls points de rapprochement entre Russie et Turquie. Les premières convergences sont en fait d'ordre idéologique. En effet, toutes deux refusent l'idée occidentale, et américaine notamment²⁶, d'un monde unipolaire. Toutes deux sont en effet partisans d'une vision d'un monde basé sur plusieurs pôles vivant en harmonie les uns avec les autres et refusant le seul modèle de civilisation occidentale. La vision turque se rapproche en cela de

²³ Les Kurdes ont en effet soutenu la guerre lancée en 2003 par Georges W. Bush en Irak.

²⁴ HILL (F.) et TASPINAR (O.), *La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le "statut quo"*, dans *Politique étrangère*, n. 5, 2007, p. 153-166.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Le concept de « destinée manifeste » est présent dans toutes les stratégies américaines concernant les relations internationales. Les USA défendent en fait l'idée d'une idéologie universelle commune visant à améliorer le sort du monde et qui conférerait aux Etats-Unis une sorte de « mission civilisatrice » afin de propager la démocratie, les droits de l'homme, les libertés individuelles et le libre-échange.

la vision eurasiste, très populaire en Russie. L'eurasisme considère également le monde comme un ensemble multipolaire divisé en plusieurs zones (elles-mêmes divisées en grands espaces) où la Russie aurait un rôle civilisateur.²⁷

Depuis quelques années, Russie et Turquie ont également diminué le pouvoir des militaires dans leurs pays respectifs. Ankara a commencé ce processus avec l'arrivée de l'AKP (islamistes modérés) au pouvoir alors que la Russie a entamé ce processus dès la fin du second mandat de Vladimir Poutine. Ce choix de l'AKP est principalement motivé par le fait que les hauts-responsables de l'armée sont majoritairement attachés au kémalisme et à une ferme laïcité.²⁸

Russie et Turquie sont aussi fortement opposées à toute forme d'extrémisme religieux, notamment islamiste.²⁹

Cette base idéologique commune, socle des nouvelles relations, ne constitue que les prémices de la nouvelle relation entre les deux nations.

3. Intérêts énergétiques

Depuis 10 ans, Turquie et Russie sont devenues extrêmement interdépendantes en matière énergétique, notamment en ce qui concerne le gaz. En effet, la Turquie importe 60% de son gaz de la Russie, entre autres par le biais du Gazoduc *Blue Stream*, actif depuis 2002, et qui permet pour la première fois que du gaz russe afflue sans interruption en Turquie. En 2009, Ankara a même donné son accord à la construction de *Blue Stream II*. Grâce au rôle de pays-relais que joue la Turquie, la Russie, via notamment sa société Gazprom, déte-

²⁷ STRUYE DE SWIELANDE (T.), *Les Etats-Unis face aux puissances émergentes : quelles stratégies à disposition des protagonistes ?* (note d'analyse 6 du programme « Union européenne-Chine », Chaire InBev Baillet-Latour, Louvain-la-Neuve, 2001 ; MINASSIAN (G.), *Turquie-Russie : un nouveau partenariat stratégique global ?*, dans *Fondation pour la Recherche Stratégique*, n. 8, 2010 ; STRUYE DE SWIELANDE (T.), *La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques*, Louvain-la-Neuve, 2003, p. 27-35 ; IKENBERRY (J.), *Power and liberal order : America's postwar world order in transition*, dans *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 5, 2005, 133-152 ; DOUGUINE (A.), *De la géographie sacrée à la géopolitique : la géopolitique comme science « intermédiaire »*, dans *Elementy*, n. 4, 1996 ; MOUVEMENT INTERNATIONAL EURASIEN, *Principes de base de la plate-forme doctrinale eurasiste*, p. 1-9.

²⁸ MINASSIAN (G.), *Turquie-Russie : un nouveau partenariat stratégique global ?*, dans *Fondation pour la Recherche Stratégique*, n. 8, 2010 ; BILLION (D.), *Une nouvelle politique extérieure de la Turquie... vous avez dit nouvelle ?*, dans *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*, 10/2010.

²⁹ HILL (F.) et TASPINAR (O.), *La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le "statut quo"*, dans *Politique étrangère*, n. 5, 2007, p. 153-166.

nue en majorité par l'État, pourra exporter son gaz vers l'Europe du Sud-Est et vers Israël. En 2009 également, Ankara annonce sa participation au projet *South Stream*, un énorme pipeline dont le coût est estimé entre 15 et 24 milliards de dollars selon différentes évaluations³⁰. Il sera le pendant « sudiste » de *Nord Stream*, qui reliait la Russie à l'Allemagne en passant sous la Mer baltique. *South Stream* fournira 35% du gaz (d'origine turkmène dans le cas de ce projet) fourni par les compagnies russes à destination de l'Europe en passant par la Mer noire, la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie et l'Autriche. Il rentre en fait en concurrence avec le projet de gazoduc *Nabucco* (soutenu par les Européens, les Américains, les Géorgiens, les Azéris et les Turkmènes) qui peine à aboutir. Imaginé dans les années 1990 pour un coût total de près de 10 milliards de dollars, il serait censé amener annuellement 30 milliards de m³ de gaz par an en Europe (via trois embranchements : un premier vers l'Europe de l'Ouest, un second vers les Balkans et un dernier à destination de l'Europe de l'Est) depuis l'Iran et l'Irak (en passant par l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche). Depuis les différends récents de l'Occident avec l'Iran, *Nabucco* était en peine de trouver des sources d'approvisionnement. Les initiateurs de *Nabucco* ont d'abord espéré compter sur les champs gaziers turkmènes et azéris, mais la récente annonce de décembre 2011 de mise en place d'un gazoduc *transanatolien*, qui transporterait du gaz azéri en Europe via la Russie en utilisant le champ de Shah Deniz, initialement prévu pour *Nabucco*, pourrait laisser le projet *South Stream* prendre définitivement le pas sur le projet *Nabucco*. L'annonce quelques jours plus tard d'un accord russo-turc sur la traversée des eaux territoriales turques pour *South Stream* va dans le même sens.³¹

Mais l'interdépendance ne concerne pas seulement le gaz mais aussi le pétrole. En effet, en 2009, la Turquie a accepté un partenariat avec la Russie pour projet d'oléoduc partant de Samsun (en Mer noire) à Ceyhan (en Mer méditerranée)

³⁰ Il sera financé, entre autres, par GAZPROM (Russie), ENI (Italie), EDF-GDF (France) et BASF (Allemagne).

³¹ SCHALCK (Ch.), *Le développement énergétique en Turquie : quels effets attendre ?*, dans *Management&Avenir*, n. 42, 2011, p. 328-340 ; HILL (F.) et TASPINAR (O.), *La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le "statut quo"*, dans *Politique étrangère*, n. 5, 2007, p. 153-166 ; ÖZTÜRK (A.), *Les fonctions géostratégiques de la Turquie en Asie antérieure*, dans *Outre-Terre*, n. 16, 2006, p. 273-286 ; KANDIYOTI (R.), *Gaz : l'Europe trébucher sur le couple russo-turc*, dans *Visions cartographiques-Blog du Monde diplomatique*, 11/03/2011 ; MINASSIAN (G.), *Turquie-Russie : un nouveau partenariat stratégique global ?*, dans *Fondation pour la Recherche Stratégique*, n. 8, 2010 ; CHUVIN (P.), *La Turquie : futur hub énergétique de l'Europe ?*, dans *Revue Tiers Monde*, n. 194, 2008, p. 359-370 ; *The future of Turkey-Russia relations*, dans *The Journal of Turkish Weekly*, 23/01/2010 ; WILLIAMS (P.) et TEKIN (A.), *Geo-politics of the Euro-Asia energy Nexus*, Londres, 2010.

dont le coût est estimé à 1,5 milliard de dollars. Ce projet fait suite à la réussite de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (qui avait coûté 2,5 milliards d'euros), inauguré trois ans plus tôt, qui permet d'acheminer du pétrole d'Azerbaïdjan (en Mer Caspienne donc) vers la Turquie. Avec ces deux oléoducs, la Turquie s'affirme un peu plus dans son rôle d'intermédiaire entre les pays européens importateurs d'énergie d'une part, et les producteurs de la Mer caspienne ou du Moyen-Orient d'autre part. En réalité, cet accord par lequel Moscou s'engage à aider la Turquie dans la construction de ce gazoduc fait suite à l'approbation turque de l'utilisation de ses terres anatoliennes pour le gazoduc *South Stream*.³²

Enfin, le Parlement turc a approuvé en mai 2010 l'accord intervenu entre Dimitri Medvedev et Abdullah Gül, à savoir l'achat d'une centrale nucléaire russe dotée de 4 réacteurs d'IGW chacun à Akkayu, la première dont la Russie serait propriétaire (à hauteur de 51% dans ce cas-ci) hors de son territoire. On estime son lancement entre 2016 et 2019.³³

La Turquie, par sa position centrale stratégique, est gagnante non seulement avec les projets « occidentaux » mais aussi avec les projets « russes ». De plus, sa relation de plus en plus privilégiée avec la Russie s'explique par des besoins croissants d'énergie pour son industrie en plein essor et le profit qu'elle obtient du transit du gaz et du pétrole par son territoire. Du côté russe, l'appui de la Turquie à ses projets lui permet de contourner ou de contrecarrer les projets « occidentaux » tout en s'assurant un client de premier choix. La Turquie est en effet la 16^{ième} puissance économique du monde avec un taux de croissance avoisinant souvent les 10%.

La Russie, de son côté, a pour ambition de diversifier ses marchés et ses routes d'exportation afin de faire entrer en concurrence les différents pays où transite le gaz ou le pétrole russe, et d'augmenter son influence géopolitique sur lesdits pays. Les projets de gazoducs ou d'oléoducs passant par la Turquie vont donc dans le sens de cette stratégie.³⁴

³² SCHALCK (Ch.), *op. cit.* ; ÖZTÜRK (A.), *op. cit.* ; KANDIYOTI (R.), *op. cit.* ; MINASSIAN (G.), *op. cit.* ; CHUVIN (P.), *op. cit.* ; WILLIAMS (P.) et TEKIN (A.), *op. cit.* .

³³ MINASSIAN (G.), *Turquie-Russie : un nouveau partenariat stratégique global ?*, dans *Fondation pour la Recherche Stratégique*, n. 8, 2010 ; BILLION (D.), *Une nouvelle politique extérieure de la Turquie... vous avez dit nouvelle ?*, dans *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*, 10/2010.

³⁴ TEURTRIE (D.), *La Stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification*, dans *Flux*, n. 71, 01/2008, p. 24-36.

4. Intérêts géoéconomiques

En dehors de l'énergie, Turquie et Russie manifestent également leur interdépendance croissante dans plusieurs autres domaines économiques. Gaïdz Minassian, chercheur associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique et maître de conférences à Sciences-Po Paris, note que « le volume du commerce russo-turc est passé de moins de 500 millions de dollars en 1988 à 38 milliards de dollars en 2008. En 2009, il s'est stabilisé à 29 milliards de dollars en raison de la crise mondiale. A ce rythme, le niveau des échanges russo-turcs devrait passer le cap des 100 milliards de dollars dans les cinq ans à venir ». Ce commerce est en grande partie réalisé via la Mer noire. Il faut noter que la Turquie est l'un des membres les plus influents de l'Organisation de la Zone Economique de la Mer Noire (OZEMR³⁵). Russes et Turcs travaillent de concert au développement de l'OZEMR qui est non seulement bénéfique pour leurs commerces respectifs mais qui leur assure également un poids important dans la région. A titre d'exemple, lors de la guerre éclair entre Russie et Géorgie d'août 2008, la Turquie avait empêché l'acheminement d'une bonne partie de l'aide américaine destinée au gouvernement de Tbilissi, en faisant respecter l'Accord de Montreux aux Américains, accord de 1938 qui stipule qu'un pays n'étant pas riverain de la Mer noire ne peut y avoir plus de 9 navires de 53 tonnes chacun.³⁶

Si la Russie exporte donc de grandes quantités de gaz et de pétrole en Turquie, la relation commerciale entre les deux pays ne se fait cependant pas à sens unique. De nombreux secteurs de l'économie turque exportent en effet vers la Russie, tels que ceux du textile, du bâtiment, des télécommunications et des services. Le tourisme russe est également très important en Turquie et rapporterait annuellement entre 3 et 4 milliards de dollars au pays avec plus de 4 millions de touristes chaque année, soit une augmentation³⁷ de 30% de 2009 à aujourd'hui.³⁸

³⁵ Comprenant 12 pays, à savoir : l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Bulgarie, la Géorgie, la Grèce, la Moldavie, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Turquie et l'Ukraine.

³⁶ MINASSIAN (G.), *Turquie-Russie : un nouveau partenariat stratégique global ?*, dans *Fondation pour la Recherche Stratégique*, n. 8, 2010 ; *The future of Turkey-Russia relations*, dans *The Journal of Turkish Weekly*, 23/01/2010.

³⁷ Augmentation qui continuera certainement étant donné l'accord intervenu afin d'assouplir les visas entre les deux pays.

³⁸ HILL (F.) et TASPINAR (O.), *La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le "statut quo"*, dans *Politique étrangère*, n. 5, 2007, p. 153-166 ; MINASSIAN (G.), *Turquie-Russie : un nouveau partenariat stratégique global ?*, dans *Fondation pour la Recherche Stratégique*, n. 8, 2010 ; *The future of Turkey-Russia relations*, dans *The Journal of Turkish Weekly*, 23/01/2010.

Enfin, sur le plan culturel, il faut également noter certains rapprochements. De fait, l'année 2007 a été « l'année de la Russie » en Turquie et l'année 2008 a été « l'année de la Turquie » en Russie.³⁹

5. Intérêts géopolitiques et géostratégiques

Le principal point de rapprochement en termes de géostratégie entre Russes et Turcs se trouve dans le Caucase. C'est, par ailleurs, assez paradoxal quand on sait que dès le début des années 1990, la Turquie va promouvoir la démocratie et l'indépendance vis-à-vis de Moscou des nouvelles républiques turcophones de l'ex-URSS (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan et Turkménistan). Asiye Öztürk, alors doctorante à l'université de Bonn (Allemagne), notait au sujet de la Turquie qu'« elle était, du point de vue occidental et, au premier chef, américain, prédestinée à remplir le vide géopolitique laissé par l'effondrement de l'Union soviétique dans sa partie méridionale ». Cependant, la Turquie ne parvient pas réellement à remplacer la Russie comme partenaire économique dans cette partie du monde.

Alors que, dans la région existent également d'autres différends (notamment les questions kurdes et tchéchènes, de même que les relations conflictuelles entre Russie et Géorgie et entre Turquie et Arménie⁴⁰), Russie et Turquie vont pourtant rapprocher leurs visions géostratégiques dans le Caucase : à savoir sur la question de la région sécessionniste d'Abkhazie en Géorgie, le conflit entre Arménie et Azerbaïdjan, et le cas de la république russe de Tchétchénie.⁴¹

En Abkhazie, région sécessionniste soutenue par Moscou au grand dam du président géorgien Mikheil Saakachvili, la Turquie joue une sorte de « double-jeu » : elle ne reconnaît pas l'indépendance de la région mais y investit cepen-

³⁹ MINASSIAN (G.), *op. cit.* .

⁴⁰ *Du fait de la non-reconnaissance par Ankara du génocide arménien de 1915-1916.*

⁴¹ HILL (F.) et TASPINAR (O.), *op. cit.* ; ÖZTÜRK (A.), *Les fonctions géostratégiques de la Turquie en Asie antérieure, dans Outre-Terre, n. 16, 2006, p. 273-286* ; MINASSIAN (G.), *op. cit.* .

dant massivement. Elle soutient en fait cette région qu'elle estime lésée par Tbilissi⁴², à l'instar de la Russie. De plus, le fossé se creuse entre Turquie et Géorgie, à cause notamment de l'Abkhazie.⁴³

Les relations turco-arméniennes ont quant à elles, évolué quelque peu au cours des cinq dernières années. Un timide rapprochement d'Ankara avec Erevan a débuté en 2008, sous l'égide de Moscou, afin de normaliser leurs relations, très tendues depuis des années pour des raisons historiques (le cas du génocide arménien perpétré par la Turquie durant la première guerre mondiale) et géopolitiques (soutien de la Turquie à l'Azerbaïdjan dans le dossier du Haut-Karabagh⁴⁴). Moscou espérait en réalité un rapprochement d'Ankara et d'Erevan pour plusieurs raisons : montrer que la Russie était capable de promouvoir la paix dans le Caucase, essayer d'ouvrir une route qui mènerait à un désenclavement du Caucase du Sud (route qui serait dès lors sous son contrôle) et éloigner la Turquie de son allié azéri afin de mettre à mal l'approvisionnement du gazoduc *Nabucco*.⁴⁵

En ce qui concerne la Tchétchénie, on note également un rapprochement entre Ankara et Moscou. Si la Turquie avait laissé les diasporas tchéchène, abkhaze et techerkesse soutenir la rébellion lors de la première guerre de Tchétchénie (1994-1996), lors de la seconde (2000-2002) Ankara a davantage redouté le fondamentalisme islamiste présent dans la région. De plus, une possible indépendance tchéchène raviverait les vœux d'indépendance du Kurdistan. Russie et Turquie s'épaulent désormais mutuellement sur ces questions qui pourraient mettre en péril leur intégrité territoriale.⁴⁶

⁴² *La communauté abkhaze présente en Turquie est assez nombreuse : on compte d'ailleurs plus d'Abkhazes en Turquie qu'en Abkhazie.*

⁴³ HILL (F.) et TASPINAR (O.), *La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le "statut quo"*, dans *Politique étrangère*, n. 5, 2007, p. 153-166 ; ÖZTÜRK (A.), *Les fonctions géostratégiques de la Turquie en Asie antérieure*, dans *Outre-Terre*, n. 16, 2006, p. 273-286 ; MINASSIAN (G.), *Turquie-Russie : un nouveau partenariat stratégique global ?*, dans *Fondation pour la Recherche Stratégique*, n. 8, 2010.

⁴⁴ *Territoire situé en Azerbaïdjan mais peuplé majoritairement d'Arméniens. Depuis le début des années 1990, le Haut-Karabagh est une région sécessionniste ayant acquis une indépendance de facto qu'il souhaite mettre à profit afin de se rattacher à l'Arménie.*

⁴⁵ HILL (F.) et TASPINAR (O.), *op. cit.* ; ÖZTÜRK (A.), *op. cit.* ; MINASSIAN (G.), *op. cit.* ; RIZK (S.), *Turquie : retour vers l'Est*, dans *Politique Internationale-La Revue*, n. 129, 2010, p. 30-35.

Le duo russo-turc fonctionne également dans d'autres régions du monde comme en Iran : les deux pays entretiennent des relations commerciales et diplomatiques avec Téhéran, ou en Syrie dont la Turquie s'est rapprochée ces dernières années (du moins avant la révolte qui conteste le régime de Bachar Al-Assad depuis mars 2011).

B. Les problèmes en suspens dans la relation

Si, sur bien des points, la relation qui s'est développée entre Turquie et Russie porte ses fruits, il reste cependant des domaines où elle a échoué à trouver un terrain d'entente.

Ainsi, bien qu'ils « progressent » ensemble dans le Caucase pour l'instant, cette région constitue néanmoins le principal obstacle de la relation. Russes et Turcs ne portent pas le même regard sur le Caucase : les premiers le considérant comme partie intégrante de leur sphère naturelle d'influence (parce que composé d'anciennes républiques de l'URSS) alors que les seconds estiment pouvoir interagir dans une région qui fait partie de leur voisinage direct et préfèrent à l'hégémonie russe une co-gestion entre puissances régionales des problèmes caucasiens. Moscou et Ankara se heurtent donc sur certains points comme le soutien turc global à la Géorgie et ses projets gaziers passant par son allié azéri alors que Moscou entretient fortement sa relation avec son avant-poste arménien. Le Caucase est donc bien, malgré la coopération actuelle, le principal point de divergence entre les deux pays.⁴⁷

De plus, la Russie craint toujours un certain « panturquisme », et le fait que, en se développant, la Turquie ne lorgne sur les républiques turcophones d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan et Tadjikistan).⁴⁸

Enfin, l'appartenance de la Turquie à l'OTAN reste une crispation à Moscou qui ne peut, dès lors, totalement imaginer un partenariat stratégique global avec un pays qui fait partie d'une organisation internationale considérée par les Russes comme ennemie et particulièrement hostile.

⁴⁷ MINASSIAN (G.), *Turquie-Russie : un nouveau partenariat stratégique global ?*, dans *Fondation pour la Recherche Stratégique*, n. 8, 2010 ; BHALLA (R.), GOODRICH (L.) et ZEIHAN (P.), *Turkey and Russia on the Rise*, dans *Stratfor*, www.stratfor.com, 17/03/2009.

⁴⁸ BHALLA (R.), GOODRICH (L.) et ZEIHAN (P.), *op. cit.* .

IV. LES RELATIONS TURQUIE-RUSSIE ET TURQUIE-UE SOUS L'ANGLE DE LA NOUVELLE STRATÉGIE GÉOPOLITIQUE DE L'AKP

La République turque a donc fortement développé ses liens avec la Fédération de Russie. Ces relations, qu'elles soient d'ordre économique, géostratégique, diplomatique ou autres, que la Turquie a développées avec un pays qui n'a pourtant jamais été un de ses alliés « naturels » mais qui était plutôt vu comme un ennemi à éviter jusqu'au début des années 2000, ont de quoi interpeller.

Toutefois, ce changement d'optique en faveur de la Russie s'explique par les nouvelles évolutions en matière de politique étrangère qui ont commencé en Turquie avec l'arrivée de l'AKP⁴⁹. Recep Tayyip Erdogan et son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu⁵⁰, ont en effet opéré un changement radical de vision des relations internationales qui sont devenues très différentes de celles pratiquées auparavant par les disciples laïcs du kémalisme. En effet, alors que ces derniers n'avaient les yeux tournés que vers l'Europe et l'Occident en général (en ce compris donc les USA et Israël), les islamistes modérés de l'AKP ont fait prendre à la diplomatie turque plusieurs directions différentes : en se tournant vers le Moyen-Orient tout d'abord (Syrie, Irak, Jordanie, Iran...) et les pays turcophones d'Asie centrale (Kazakhstan, Turkménistan, Kirghizstan et Ouzbékistan) mais également en se projetant vers le Caucase, les BRICs⁵¹ (Brésil-Russie-Inde-Chine) et l'Afrique subsaharienne. On peut dès lors parler d'« hyperactivité diplomatique » de la part d'Ankara. Cette hyperactivité est non seulement le fait de Davutoglu mais également des nombreux instituts et fondations de réflexions sociopolitiques et/ou géopolitiques qui ont fleuri en Turquie depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP.⁵²

⁴⁹ Afin de mieux comprendre ce point, une description de l'AKP est disponible en annexe.

⁵⁰ Une courte biographie de Davutoglu est également disponible en annexe.

⁵¹ Les BRICs sont les quatre nations émergentes au sein de l'économie mondiale : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Elles disposent d'une croissance très forte et capable de contester l'« hégémonie » américaine.

⁵² KRISTIANASEN (W.), *Ni Orient ni Occident, les choix audacieux d'Ankara*, dans *Le Monde Diplomatique*, 02/2010, p. 12-13 ; BILLION (D.), *Une nouvelle politique extérieure de la Turquie... vous avez dit nouvelle ?*, dans *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*, 10/2010 ; TRAUB (J.), *Turkish Dilemma*, dans *Foreign Policy*, www.foreignpolicy.com, 15/06/2010 ; ÖZTÜRK (A.), *Les fonctions géostratégiques de la Turquie en Asie antérieure*, dans *Outre-Terre*, n. 16, 2006, p. 273-286. KRISTIANASEN (W.), *Les Think tanks turcs, agents de changement*, dans *Le Monde Diplomatique*, 02/2010, p. 4-5 ; MERAL (Z.) et PARIS (J.), *Decoding turkish foreign policy hyperactivity*, dans *The Washington Quarterly*, 10/2010, p. 75-86 ; O'NEILL (J.), *Les BRIC, nouvelles grandes puissances dans le futur ?*, dans *La Revue Internationale et Stratégique*, n. 72, 2008.

Cette nouvelle diplomatie multidirectionnelle est basée sur deux principes fondamentaux : « zéro problème avec les voisins » et le « soft power ». Le « soft power » suppose un développement de la puissance fondée sur la persuasion et les négociations plutôt que sur l'intimidation ou la force brutale. Ces deux principes font désormais de la Turquie une force régionale de plus en plus influente, qui s'affirme en fait comme puissance émergente et montre qu'elle a désormais un rôle mondial à jouer, rôle qu'elle veut faire apparaître comme positif car tourné vers des objectifs de paix et de développement mutuel.⁵³

Cette stratégie du *soft-power* a été rendue possible préalablement par la conscientisation turque de la nécessité d'entretenir de meilleures relations avec ses voisins, amorcée déjà quelques années avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP. Ensuite, elle a été favorisée par le recul important du rôle de l'armée qui restait influente auparavant dans les stratégies de relations internationales, qu'elle basait sur une attitude défensive et peu encline à la coopération internationale.⁵⁴

C'est donc par la compréhension de cette nouvelle diplomatie turque ouverte et multidirectionnelle que nous pouvons concevoir le partenariat qu'elle mène aujourd'hui avec la Russie. Avec ce genre de partenariat, la Turquie montre non seulement qu'elle devient un acteur mondial indispensable (un pont entre l'Orient et l'Occident et une puissance régionale eurasiatique) mais aussi qu'elle cherche de nouveaux marchés d'investissement et de nouveaux débouchés pour ses entreprises.

⁵³ KRISTIANSEN (W.), *Ni Orient ni Occident, les choix audacieux d'Ankara*, dans *Le Monde Diplomatique*, 02/2010, p.12-13 ; BILLION (D.), *Une nouvelle politique extérieure de la Turquie... vous avez dit nouvelle ?*, dans *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*, 10/2010 ; MERAL (Z.) et PARIS (J.), *Decoding turkish foreign policy hyperactivity*, dans *The Washington Quarterly*, 10/2010, p. 75-86 ; DAVUTOGLU (A.), *Turkey's zero-problems foreign policy*, dans *Foreign Policy*, www.foreignpolicy.com, 05/2010.

24 ⁵⁴ BILLION (D.), *op. cit.*

V. LA RELATION TURQUIE-RUSSIE CONSTITUE-T-ELLE UN DANGER POUR L'UE ?

Avant de se poser la question de savoir si la relation entre Turquie et Russie pourrait être une menace pour l'Union européenne, il convient de se poser une question préalable : cette alliance Turquie-Russie est-elle forte et durable ? Il s'agit donc de jauger la qualité et la durabilité de la relation. Si ce tandem Ankara-Moscou peut paraître fort aujourd'hui, il semble cependant, aux yeux de nombreux observateurs, qu'il ne soit que temporaire. En clair, les bonnes relations dureront tant que les deux pays partageront des objectifs communs mais les visions à long terme de chacun ne peuvent s'avérer compatibles. Dans la région du Caucase notamment, Turquie et Russie ne pourront faire autrement que de se retrouver opposés à un moment donné, de même si Ankara décidait d'étendre trop son influence aux pays d'Asie centrale au goût des Russes. En somme, Turcs et Russes se perçoivent mutuellement comme des alliés tant que l'alliance est bénéfique aux intérêts des deux parties et que chacun développe son propre espace économique. Mais tôt au tard, la participation de la Turquie à l'OTAN ou ses ambitions européennes reprendront sûrement le dessus sur cette relation solide et respectueuse certes, mais sans doute passagère.⁵⁵

En outre, les relations russo-turques telles qu'elles se présentent actuellement ne sont pas un danger pour l'Union européenne qui pourrait même y voir une opportunité. En termes économiques, les relations entre les deux pays n'affectent pas vraiment l'Europe qui peut même y trouver son profit : à titre d'exemple, la construction de *South Stream* et son tracé à travers la Turquie va être bénéfique pour l'Europe qui aura davantage accès au gaz russe. Cependant, cette option rend l'Union européenne davantage dépendante du gaz russe. Une Russie rapprochée de la Turquie pourrait également faciliter le règlement de conflits géopolitiques dans des régions où les visions de Moscou et de Bruxelles se trouvaient auparavant diamétralement opposées, comme dans le Caucase où la Russie, afin de ne pas heurter son nouvel allié anatolien, pourrait revoir à la baisse certaines de ses ambitions et entamer davantage de dialogue avec l'UE. Des dossiers comme celui de la Géorgie seraient dès lors plus facilement gérables également. En résumé, une Turquie moderne, pacifique et démocratique pourrait avoir une influence positive sur son allié, afin de rapprocher celui-ci des positions de l'UE. Plus problématiques sont certaines options communes de la Russie et de la Turquie en matière de relations internationales telles que les alliances communes à la Syrie et une certaine forme de soutien à l'Iran. Si ces options ne représentent

⁵⁵ *The future of Turkey-Russia relations, dans The Journal of Turkish Weekly, 23/01/2010.*

guère les positions traditionnelles de Bruxelles, ici encore, l'UE pourrait y voir une opportunité : la Turquie, assumant son rôle de « pont » entre Moyen-Orient et Europe, rendrait le dialogue entre l'UE et certains pays plus aisés.

Le type de relations que la Turquie entretient avec la Russie peut-il, au final, être dangereux pour l'UE ? Il faut avant tout bien comprendre que la nouvelle approche multidirectionnelle de la diplomatie turque n'est pas tant la volonté première des Turcs. Elle traduit plutôt un certain désenchantement vis-à-vis de l'Occident en général, et de l'Europe en particulier. La Turquie se sent en effet fatiguée de fournir des efforts en vue d'une éventuelle adhésion à l'UE à laquelle elle aspire grandement et depuis de nombreuses années. Depuis l'ère Erdogan, la Turquie a compris que si d'adhésion il était question un jour, ce ne serait qu'à travers un long processus qui n'arrivera sans doute pas à court-terme. Ankara a donc décidé, en attendant sa possible adhésion, non pas de mettre au frigo ses ambitions européennes mais bien de ne pas être le « dindon de la farce » et, ce faisant, a cherché de nouveaux alliés et de nouveaux partenaires économiques (et non pas d'autres alliés et d'autres partenaires économiques). Elle a réussi le pari d'une diplomatie très active et force est de constater que cette tactique porte aujourd'hui ses fruits : elle s'affirme (et est reconnue) en tant que puissance régionale de premier ordre en Eurasie et comme relais stratégique pour les relations entre l'Occident et le Moyen-Orient. Il ne s'agit donc pas d'une espèce de « néo-ottomanisme » d'une Turquie qui se détournerait de ses objectifs européens pour se pencher vers l'Orient, mais bien d'une diplomatie alliant audace et réalisme, expansion et pacifisme, influence et esprit de négociation. Une Turquie plus forte, dotée d'une économie toujours croissante et possédant une véritable aura internationale du fait de sa diplomatie aurait, par la suite davantage de chance d'intégrer l'Union européenne. La Turquie n'aurait donc pas l'intention de devenir un nouveau BRICs, à moins que, dans l'avenir, elle n'y soit contrainte par certaines visions étriquées à son sujet en Europe.

Dans cette vision des choses, une question reste tout de même en suspens : à force de jouer différentes cartes en même temps, certaines ne risquent-elles pas de se retourner contre la Turquie ? Car si elle a en effet réussi à tirer le meilleur parti des nouvelles relations qu'elle entretient actuellement, il se pourrait bien que, dans l'avenir, certaines s'avèrent néfastes ou d'autres incompatibles entre elles. La Turquie n'en est cependant pas encore là. Cela supposerait, de plus, une mauvaise appréciation de sa part sur certains sujets, ce qu'elle a, jusqu'ici, toujours évité de faire dans le cadre de sa nouvelle diplomatie.⁵⁶

⁵⁶ KRISTIANASEN (W.), *Ni Orient ni Occident, les choix audacieux d'Ankara*, dans *Le Monde Diplomatique*, 02/2010, p.12-13.

CONCLUSION

Le partenariat russo-turc ne pourrait donc, dans l'état actuel des choses, être considéré comme une menace d'envergure pour l'Europe. Certes ces deux nations coopèrent pour le moment dans des buts économiques, géopolitiques et géostratégiques, tout en ayant en commun une certaine vision du monde, mais cela n'affecte pas vraiment l'économie ou la stratégie politique de l'Union tant que l'adhésion à celle-ci reste un objectif turc de premier ordre.

Cependant, celle-ci se doit d'être dorénavant plus attentive aux évolutions de la politique étrangère turque afin de ne pas se retrouver, à un moment donné, « dépassée » par les événements et par une Turquie qui, à force de ne pas voir ses demandes et sa bonne volonté prise en considération par l'UE, pourrait commencer à s'en éloigner. L'Europe perdrait alors un allié de choix, d'autant plus précieux qu'il développe ses relations à travers le monde et que son influence dans le monde arabe va *crescendo*. Il faut pour cela que l'UE adopte une vraie politique claire et cohérente envers la Turquie. Elle ne doit plus regarder celle-ci de manière condescendante, ou ne considérer dans sa demande de candidature que le caractère « musulman » du pays, en occultant plus ou moins volontairement les aspects modernes et pacifiques de la Turquie d'aujourd'hui, si elle ne veut pas voir cette dernière « glisser » hors de sa sphère d'influence. En guise de conclusion, citons Didier Billion, directeur des publications de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques et rédacteur en chef de la Revue Internationale et Stratégique : « la réarticulation de la politique extérieure turque n'est pas un jeu à somme nulle : le renforcement des relations d'Ankara avec ses voisins moyen-orientaux, ou avec la Russie, l'Amérique latine ou l'Afrique subsaharienne ne signifie pas pour autant qu'elle se désintéresse de l'UE [...] Cela pose la question de savoir si l'UE elle-même possède l'ambition de se doter d'une politique extérieure digne de ce nom... Force est de constater que nous avons [...] à ce jour 27 politiques extérieures différentes au sein de l'Union. [...] Incontestablement le rapport de la Turquie à l'UE s'est modifié et l'énergie qu'elle avait déployée dans les années précédant le début des pourparlers d'adhésion n'est plus aujourd'hui aussi affirmée. Mais, au vu des multiples rebuffades que l'UE lui a fait subir, le contraire serait pour le moins étonnant. [...] ».⁵⁷

⁵⁷ BILLION (D.), *Une nouvelle politique extérieure de la Turquie... vous avez dit nouvelle ?*, dans *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*, 10/2010.

C'est ainsi dans ce cadre qu'il faut comprendre la nouvelle relation turque avec la Russie, comme avec ses autres nouveaux partenaires (arabes, africains ou latino-américains) : la Turquie ne se détourne certes pas de ses ambitions européennes mais entend également s'affirmer comme une puissance eurasienne d'importance, comme un « pont » entre Occident et Orient, et comme une puissance mondiale émergente avec laquelle il faudra compter à l'avenir.

Annexe I : Description de l'AKP

Née à partir d'un mouvement islamiste interdit, l'AKP, Parti de la Justice et du Développement, est généralement décrite dans les médias occidentaux comme étant de la mouvance « islamiste modérée ». En réalité, l'AKP diffère sensiblement des partis compris généralement sous cette étiquette (comme *Ehnhadda* en Tunisie). Elle se situerait plutôt dans une mouvance néo-islamiste qui ne tenterait plus d'imposer une « islamisation par le haut » du pays mais bien étant donné que l'AKP ne vise nullement une transformation radicale de la société turque. L'AKP se définit d'ailleurs elle-même comme conservateur-démocrate. De fait, si elle apparaît comme conservateur, mais non comme profondément réactionnaire, sur les questions de société, l'AKP développe une politique démocratique alliée à un système économique libéral.⁵⁸

L'AKP représente en fait les intérêts d'une nouvelle classe d'entrepreneurs de la classe moyenne (jeunes cadres, artisans, commerçants, chefs ou employés d'entreprise...) connue sous le nom de « Tigres anatoliens ». Ceux-ci considèrent que l'expansion économique turque ne doit plus seulement être dirigée vers l'Occident, mais que son avenir se trouve également dans de nouveaux marchés (au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique subsaharienne...). Les intérêts de cette nouvelle classe, conservatiste et attachée à la religion (sans pour autant être extrémiste), devenaient en fait incompatibles avec ceux de la bourgeoisie kémaliste traditionnelle qui prospérait économiquement et politiquement sous les précédents gouvernements laïcs. La doctrine de l'AKP est en réalité comparable au « conservatisme populaire américain », symbolisé par le Parti Républicain. Comme lui, l'AKP partage l'idée d'une religion importante en termes de préceptes moraux, et est plus attaché aux valeurs familiales et aux libertés (d'entreprendre entre autres) qu'à la construction d'une société solidaire redistributrice des richesses. L'AKP, par son Islam modéré a réussi à rassembler les mécontents du kémalisme tout en ne choquant pas les laïcs, la démocratisation et l'adhésion à l'Union européenne restant toujours les deux principaux objectifs.⁵⁹

⁵⁸ BILLION (D.), *Une nouvelle politique extérieure de la Turquie... vous avez dit nouvelle ?*, dans *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*, 10/2010.

⁵⁹ *Ibid.*

Annexe 2 : Biographie de Ahmet Davutoglu

Afin d'aider à comprendre la nouvelle stratégie turque en matière de relations internationales, il est utile de connaître son principal instigateur : le ministre des Affaires étrangères turques Ahmet Davutoglu. Durant ses années étudiantes et professionnelles, l'homme a beaucoup voyagé (Malaisie, Egypte...) et a acquis une grande connaissance des différentes cultures mondiales desquelles il s'est beaucoup influencé intellectuellement.⁶⁰

Bien qu'il n'occupe le poste de ministre des affaires étrangères que depuis 2009, il était, de 2003 à 2009, conseiller d'Abullah Gül puis de Recep Tayyip Erdogan. En 2001, il rédige l'ouvrage théorique qui explique sa vision des relations internationales : *Profondeur stratégique*. Il y explique notamment sa conception du *soft-power*, basé notamment sur la théorie du « zéro problème avec nos voisins », opposée à l'idéologie de repli pratiqué auparavant. La vision de Davutoglu est celle d'une Turquie forte et pion indispensable et influent dans sa région, entretenant de nouvelles relations (avec la Russie, le Moyen-Orient, l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine, la Chine...) tout en ayant comme objectif principal l'adhésion à l'Union européenne et le maintien de son rôle de membre actif de l'OTAN.⁶¹

⁶⁰ BILLION (D.), *Une nouvelle politique extérieure de la Turquie... vous avez dit nouvelle ?*, dans *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*, 10/2010.

⁶¹ *Ibid.*

BIBLIOGRAPHIE

- BHALLA (R.), GOODRICH (L.) et ZEIHAN (P.), Turkey and Russia on the Rise, dans Stratfor, www.stratfor.com, 17/03/2009.
- BILLION (D.), L'Enjeu turc, Paris, 2006.
- BILLION (D.), Une nouvelle politique extérieure de la Turquie... vous avez dit nouvelle ?, dans Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, 10/2010.
- CHUVIN (P.), La Turquie : futur hub énergétique de l'Europe ?, dans Revue Tiers Monde, n. 194, 2008, p. 359-370.
- DAVUTOGLU (A.), Turkey's zero-problems foreign policy, dans Foreign Policy, www.foreignpolicy.com, 05/2010.
- DOUGUINE (A.), De la géographie sacrée à la géopolitique : la géopolitique comme science « intermédiaire », dans Elementy, n. 4, 1996.
- HILL (F.) et TASPINAR (O.), La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le "statut quo", dans Politique étrangère, n. 5, 2007, p. 153-166.
- IKENBERRY (J.), Power and liberal order : America's postwar world order in transition, dans International Relations of the Asia-Pacific, vol. 5, 2005, 133-152.
- KANDIYOTI (R.), Gaz : l'Europe trébuche sur le couple russo-turc, dans Visions cartographiques-Blog du Monde diplomatique, 11/03/2011.
- KRISTIANASEN (W.), Les Think tanks turcs, agents de changement, dans Le Monde Diplomatique, 02/2010, p. 4-5.
- KRISTIANASEN (W.), Ni Orient ni Occident, les choix audacieux d'Ankara, dans Le Monde Diplomatique, 02/2010, p.12-13.
- MERAL (Z.) et PARIS (J.), Decoding turkish foreign policy hyperactivity, dans The Washington Quarterly, 10/2010, p. 75-86.
- MICHALSKY (A.), The Eastern partnership : Time for an Eastern foreign policy of the EU ?, dans European Policy Analysis, 12/2009, p. 1-12.
- MINASSIAN (G.), Turquie-Russie : un nouveau partenariat stratégique glo-

- bal ?, dans Fondation pour la Recherche Stratégique, n. 8, 2010.
- MOUVEMENT INTERNATIONAL EURASIEN, Principes de base de la plate-forme doctrinale eurasiste, p. 1-9.
 - O'NEILL (J.), Les BRIC, nouvelles grandes puissances dans le futur ?, dans La Revue Internationale et Stratégique, n. 72, 2008.
 - ÖZTÜRK (A.), Les fonctions géostratégiques de la Turquie en Asie antérieure, dans Outre-Terre, n. 16, 2006, p. 273-286.
 - RIZK (S.), Turquie : retour vers l'Est, dans Politique Internationale-La Revue, n. 129, 2010, p. 30-35.
 - SCHALCK (Ch.), Le développement énergétique en Turquie : quels effets attendre ?, dans Management&Avenir, n. 42, 2011, p. 328-340.
 - SCHMID (D.), De l'élargissement à l'éloignement : la Turquie veut-elle toujours adhérer à l'Union Européenne ?, dans Politique étrangère, n. 1, 2010, p. 13-24.
 - STRUYE DE SWIELANDE (T.), La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques, Louvain-la-Neuve, 2003, p. 27-35.
 - STRUYE DE SWIELANDE (T.), Les Etats-Unis face aux puissances émergentes : quelles stratégies à disposition des protagonistes ? (note d'analyse 6 du programme « Union européenne-Chine », Chaire InBev Baillet-Latour, Louvain-la-Neuve, 2001.
 - TEURTRIE (D.), La Stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification, dans Flux, n. 71, 01/2008, p. 24-36.
 - The future of Turkey-Russia relations, dans The Journal of Turkish Weekly, 23/01/2010.
 - TRAUB (J.), Turkish Dilemma, dans Foreign Policy, www.foreignpolicy.com, 15/06/2010.
 - TURUNC (G.), La Turquie et l'Europe : Une relation embrouillée, dans Mondes en Développement, vol. 32, n. 128, 04/2004, p. 89-113.
 - WILLIAMS (P.) et TEKIN (A.), Geo-politics of the Euro-Asia energy Nexus, Londres, 2010.

Auteur : Julien Milquet
mars 2012

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00

info@cpcp.be